

## Parlement – Rénovation énergétique : les entreprises du bâtiment sont prêtes, mais qu'en est-il du financement des travaux ?

**La rénovation énergétique est au cœur des travaux des parlementaires et la FFB est régulièrement sollicitée.**

Ainsi, courant mai, Franck Perraud, président du conseil des professions de la FFB, a-t-il répondu aux multiples questions d'une commission d'enquête sénatoriale qui s'interroge sur le décalage entre l'ambition des pouvoirs publics et la faiblesse des objectifs atteints, jusqu'ici, en matière de rénovation énergétique des logements.

Stéphane Sajoux, président du groupe de travail performance énergétique de la FFB, a, pour sa part, été reçu à l'Assemblée nationale, où plusieurs députés cherchent à bâtir un corpus de propositions en faveur de la massification de la rénovation énergétique des bâtiments.

Face au doute des parlementaires sur la capacité de la filière à répondre à une demande accrue sur ce marché, la FFB a tenu à tordre le cou, une bonne fois pour toutes, à cette intox régulièrement diffusée.

La FFB a rappelé qu'en à peine deux ans, la profession a recruté plus de 100 000 salariés, en grande partie pour répondre aux attentes suscitées par MaPrimeRénov'.



« Le problème n'est pas à chercher du côté des effectifs de la filière, mais plutôt du côté de la complexité des dispositifs, de l'insuffisance des aides publiques et des contraintes que sont les règles de vote des copropriétés et le droit de veto des ABF ».

Le problème n'est pas à chercher du côté des effectifs de la filière, qui compte 530 000 salariés exerçant dans une entreprise RGE, mais plutôt du côté de la complexité des dispositifs, de l'insuffisance des aides publiques et des contraintes que sont les règles de vote des copropriétés et le droit de veto des architectes des bâtiments de France (ABF).

Les professionnels interrogés par les parlementaires ont insisté sur le fait que seules une stabilité des dispositifs d'incitation et leur amplification inciteront les entreprises à se positionner massivement sur le marché de la rénovation énergétique.

Ainsi la FFB plaide-t-elle pour qu'un milliard d'euros supplémentaire soit crédité chaque année, pendant cinq ans, au budget de MaPrimeRénov'.

Dans le rapport de France Stratégie remis fin mai, à la Première ministre, l'économiste Jean Pisani-Ferry va beaucoup plus loin : il indique que 48 milliards d'euros seront nécessaires, chaque année, dans le secteur du bâtiment, d'ici à 2030, pour atteindre l'objectif de décarbonation fixé par l'Union européenne.

France Stratégie précise : sur ces 48 milliards, 21 sont attendus pour la rénovation des logements, 17 pour le tertiaire privé et 10 pour les bâtiments publics. La FFB demande à la Première ministre de rejoindre cette trajectoire. Le bâtiment, lui, est prêt à relever le défi !